

Je pourrais en trouver d'autres, mais celle-ci suffira. Voici ce qu'il a dit:

Je voudrais préciser,—et cela très nettement,—que le gouvernement n'a pas l'intention de se croiser les bras pendant que les petits exploitants, les cultivateurs, les constructeurs de maisons et les petits emprunteurs seront privés de l'occasion de partager la nouvelle prospérité du pays, en raison de pratiques arbitraires en matière de crédit.

Il est évident que si nous voulons mettre plus de crédit à la disposition des petits emprunteurs, nous pouvons le faire de l'une des deux façons suivantes: soit en créant une plus grande masse monétaire, soit en répartissant plus équitablement la réserve disponible.

Si cela n'est pas un aveu, de la part du premier ministre, que les banquiers ont adopté des mesures injustes à l'égard des petits emprunteurs, j'aimerais bien savoir ce que cela veut bien dire d'autre. Puis, il y avait une autre manchette selon laquelle le premier ministre aurait dit que les banques donneraient plus de chance à l'homme du peuple. Puis, d'autres citations révèlent que les gros banquiers ne faisaient pas cela, et que le premier ministre allait voir à ce qu'ils le fassent. Cela raffermirait la confiance envers notre monnaie et envers nos banques. Est-il exact que les banquiers aient traité injustement les petits emprunteurs? S'il en est ainsi, le premier ministre pourrait-il apporter des preuves à l'appui de pareille déclaration?

Quelques mots maintenant à propos de l'inflation.

**L'hon. M. Starr:** Défenseur des banques!

**L'hon. M. Pearson:** Je savais que quelqu'un de l'autre côté dirait qu'il sagit de préjugé politique et que nous sommes les défenseurs des banques. Plusieurs millions de gens ont des dépôts en banque et lorsque nous défendons les banques, ce sont ces gens-là que nous défendons.

Monsieur l'Orateur, alors qu'il y a encore beaucoup de chômage, que nous sortons à peine d'une récession, les taux d'intérêt, comme je l'ai dit, sont très élevés et il existe une véritable inflation larvée. Vous pouvez m'en croire, monsieur l'Orateur, cette réalité existe à l'heure actuelle. Le premier ministre a déclaré, le 12 novembre, à la télévision d'État:

Nous avons réglé le problème de l'inflation.

Quelle preuve le premier ministre peut-il invoquer pour affirmer que le problème de l'inflation a été résolu? La preuve qu'il donne, c'est que les chiffres des neuf premiers mois de 1959 révèlent que le dollar a perdu seulement un cent en pouvoir d'achat. Il s'agit d'une période de neuf mois.

**Le très hon. M. Diefenbaker:** Quand ai-je prononcé ce discours?

**L'hon. M. Pearson:** Le 12 novembre, à l'émission télévisée *Nation's Business*. Au cours de cette émission, le premier ministre

ne cessait de répéter: "On a dit que nous ne pourrions pas y arriver, mais nous y sommes arrivés. Voilà l'une des choses que, selon eux, nous ne pouvions pas faire, à savoir parer à l'inflation; et pourtant, nous avons réglé le problème de l'inflation."

Il reste qu'en deux ans et demi de récession et de lent redressement, et non pas en période de grande prospérité et de suppression des régies de guerre, comme celle que nous avons connue en 1945-1946, alors que toutes les régies imposées pendant la guerre ont été abolies et que nous avons été attaqués par les conservateurs parce que nous ne les avions pas supprimées plut tôt, non dans une période d'intense réarmement pendant la guerre de Corée, mais dans une période de récession et de lent redressement, consécutive à une période de prospérité, de juillet 1957 à décembre 1959, l'indice des prix à la consommation a augmenté de 5 p. 100. De 1952 à 1956, au cours d'une période comparable de régime libéral, pour ce qui est des pressions extérieures, cet indice est resté stable. Cette année, selon le bulletin du 21 décembre du Bureau fédéral de la statistique, nos prix dans l'ensemble vont monter de 2 p. 100. En période de récession et de redressement non accompagné d'une grande prospérité, c'est là de l'inflation larvée. Que se passera-t-il quand notre économie battra son plein, si elle le fait jamais? Le premier ministre prétend que nous avons résolu le problème.

**Une voix:** Dans la rue où vous habitez.

**L'hon. M. Pearson:** Je me demande si je puis abuser de la patience des députés pour dire quelques mots sur l'agriculture,—en ne parlant pas de l'illusion mais de la réalité. Le concept visionnaire était, pour citer les paroles du premier ministre, "parité et non charité". Cette même vision exprimée par le ministre de l'Agriculture (M. Harkness),—et je cite le *hansard* du 23 janvier 1959, page 267, se traduit par les mots "L'étau des frais et des prix . . . a été immobilisé puis desserré". Dans la forme que lui ont donnée les paroles du ministre du Nord canadien (M. Hamilton), prononcé à Davidson (Saskatchewan), l'automne dernier, c'était: "la grande charte de l'agriculture, donnant au cultivateur sa part équitable du revenu national."

Voyons un peu la froide réalité que masque cette exubérance visionnaire. Le ministre de l'Agriculture disait dans le discours qu'il a prononcé à la conférence économique fédérale-provinciale du 23 novembre dernier:

L'industrie agricole a eu sa part du relèvement économique qui a commencé en 1958 pour se poursuivre en 1959.

Mais voyons un peu ce que disent les services du ministre dans leur publication